



## ASIA FOCUS

# LES STRATÉGIES DE DÉNIS D'ACCÈS MISES EN PLACE PAR L'IRAN

---

**Benjamin Blandin** / Doctorant  
à l'Institut catholique de Paris

Avril 2023



## PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



**Benjamin Blandin** est doctorant à l'Institut catholique de Paris, diplômé de l'Institut français de géopolitique (IFG, Paris 8) et de l'Institut supérieur de l'Armement et de la Défense (ISAD, Paris 2), auditeur de l'IHEDN (SN ESM 5), du CESM et du RNS-NG.

---

Cet article est issu d'une intervention de Benjamin Blandin lors de la journée d'étude sur la géopolitique de l'Iran, intitulée « 2022 : l'Iran et ses enjeux », organisée dans le cadre des activités doctorales de l'Institut catholique de Paris (ICP) le 17 mars 2022.

## PRÉSENTATION DE LA COLLECTION ASIA FOCUS

La collection « Asia Focus » propose des analyses, des entretiens avec des experts ou des acteurs, ou des notes sur des travaux majeurs produits par des spécialistes de la région. Son objectif est d'approfondir la réflexion sur des sujets d'actualité et d'offrir des éléments de compréhension sur les enjeux actuels en Asie. Les dynamiques politiques, sécuritaires, économiques, culturelles ou sociétales sont ainsi privilégiées.

Collection sous la direction de **Barthélémy Courmont**, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille, et **Emmanuel Lincot**, chercheur associé à l'IRIS, professeur à l'Institut Catholique de Paris et sinologue. Elle s'inscrit dans le cadre du Programme Asie-Pacifique de l'IRIS.



PROGRAMME  
**ASIE-PACIFIQUE**

Par son poids économique, démographique et la persistance d'une multitude de défis politiques, stratégiques et sécuritaires, l'Asie-Pacifique fait l'objet de toutes les attentions. Le programme Asie-Pacifique de l'IRIS et son réseau de chercheurs reconnu à l'échelle nationale et internationale se donnent pour objectif de décrypter les grandes dynamiques régionales, tout en analysant de manière précise les différents pays qui la composent et les enjeux auxquels ils sont confrontés.

Les champs d'intervention de ce programme sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

Ce programme est dirigé par **Barthélémy Courmont**, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille

L'Iran fait régulièrement l'objet de critiques concernant son programme balistique, son programme nucléaire et plus généralement l'éventail des techniques de la zone grise ou de guerre hybride qu'elle a mis en place et constamment développés depuis les années 1970. De fait, l'Iran affiche une posture agressive et l'étendue de ses activités dans l'arc chiite, et ailleurs dans le monde, n'est pas pour rassurer les États-Unis, l'Arabie saoudite ou Israël. Pour autant, le développement effréné de ces méthodes de déni d'accès, unités spéciales, installations souterraines, systèmes d'armes, n'est pas le fruit du hasard et répond à une situation géostratégique précise dans le cadre de laquelle l'Iran a développé un ensemble de techniques dites « du faible au fort ».

Commençons par définir ce qu'est le déni d'accès. Le déni d'accès, aussi connu sous le vocable anglais d'« A2AD » pour « *Anti-Access / Area Denial* », est un ensemble de moyens et techniques visant à contraindre l'aptitude de forces adverses à pénétrer dans un théâtre d'opérations et à limiter la liberté d'action de ces forces une fois présentes sur un théâtre. Si le déni d'accès comprend traditionnellement des moyens létaux, des pays tels que la Chine, la Russie et l'Iran ont considérablement contribué à élargir la palette des moyens permettant de générer un phénomène de déni d'accès en incluant parmi d'autres le « *legal warfare / lawfare*<sup>1</sup> », le « *communication warfare*<sup>2</sup> » et les moyens de guerre électronique et électromagnétique.

Dans ce domaine, l'Iran a en effet su mettre en place au cours des dernières décennies une vaste palette de moyens, techniques et stratégies, qu'ils soient létaux ou non, directs ou indirects. Ces moyens sont opérés par les forces armées nationales, l'*Artesh*, ou par le Corps des gardiens de la révolution islamique, les *Pasdaran*, mais aussi par les bassidjis, la force *Al-Qods* ou par proxy.

Ces moyens, vus par les voisins de l'Iran et par plusieurs membres du conseil de sécurité de l'ONU comme des vecteurs potentiels d'agression et de prédominance régionale, sur fond de diatribes agressives, sont vus par les autorités politiques et militaires de l'Iran, mais aussi par une partie significative de la population, comme des moyens légitimes d'autodéfense dans une logique du faible au fort. Il n'est pas inutile à ce titre de préciser que si l'Iran a pu être taxé, notamment par les États-Unis, d'« État voyou », d'acteur de la prolifération et de membre de l'« Axe du mal<sup>3</sup> », le terme d'« Axe de la résistance » est quant à lui employé en Iran.

Il convient donc de poser le sujet dans son environnement géographique, historique et stratégique, de sorte à donner à comprendre les motifs qui ont poussé l'Iran à mettre en place un tel arsenal.

<sup>1</sup> La guerre juridique, guerre du droit ou les usages stratégiques du droit. Consiste en l'utilisation du système judiciaire pour combattre un adversaire.

<sup>2</sup> La guerre de l'information représente l'ensemble des méthodes et actions visant à infliger un dommage à un adversaire ou à se garantir une supériorité par l'usage de l'information.

<sup>3</sup> George w. Bush, State of the Union address on January 29, 2002, <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2002/01/20020129-11.html>

## DU POINT DE VUE GÉOGRAPHIQUE

L'Iran a de tout temps été un espace géographique particulier, enclavé par ses montagnes (monts Zagros au Sud et à l'Ouest, monts Elbourz au Nord) et ses déserts (désert Kavir dans la plaine centrale, désert de Lout dans l'est du pays) ; et en même temps ouvert sur le monde, véritable carrefour commercial et de civilisations (civilisations perse, grecque, turque, arabe, indienne et russe).

C'est d'ailleurs son relief complexe, avec une altitude moyenne de 900 mètres et de nombreux pics allant de 3000 à 5600 mètres d'altitude, qui a été le premier moyen de déni d'accès naturel. L'une des plus anciennes illustrations en est d'ailleurs le retour compliqué des armées d'Alexandre Le Grand suite à la campagne d'Inde.

## DU POINT DE VUE HISTORIQUE

Cette position géographique unique a valu à l'Iran de nombreuses invasions, occupations et confrontations depuis l'Antiquité jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle. Nous pourrions citer l'invasion des forces d'Alexandre puis la conquête arabe au VII<sup>e</sup> siècle, mais aussi un ensemble de conflits avec l'Empire ottoman, le Portugal, la Russie tsariste puis soviétique, l'Empire britannique puis le Royaume-Uni, sans oublier l'Irak et les États-Unis.

En effet, il n'est pas inutile de rappeler que pendant la Seconde Guerre mondiale, l'Iran, pays neutre, a été occupé par les forces armées du Royaume-Uni et de l'Union soviétique avec le concours logistique des États-Unis, dans le but de mettre en place un « corridor perse » pour alimenter la machine de guerre russe contre l'Allemagne nazie. Un détail peu connu, mais d'importance, le général commandant le corps américain en Iran était le Général Schwarzkopf, père d'un autre général du même nom qui devait s'illustrer pendant la deuxième guerre du Golfe un demi-siècle plus tard en libérant le Koweït et en infligeant une sévère défaite à l'Irak de Saddam Hussein.

## DU POINT DE VUE GÉOSTRATÉGIQUE

On le voit, l'Iran a un historique d'invasions vaste, dont la plus récente date des années 1980 (où l'Irak a fait l'objet d'un fort soutien des États-Unis et de plusieurs pays européens) sans parler des conflits survenus chez ses voisins, notamment l'Irak et l'Afghanistan à l'initiative des États-Unis, de l'OTAN ou de coalitions dirigées par les États-Unis. C'est sur cet historique que s'est bâti, au sein du régime et de l'armée, de même qu'au sein d'une partie des élites et de la population, un « syndrome de la forteresse assiégée » tout autant qu'un sentiment de fierté nationale. Ce syndrome s'est

renforcé, au cours du temps, par la présence de nombreuses bases militaires des États-Unis, de la France, du Royaume-Uni et même de la Turquie dans son environnement stratégique immédiat (Koweït, Émirats arabes unis, Oman, Qatar, Arabie saoudite, Diego Garcia, Afghanistan, Irak) en plus de la 5<sup>e</sup> flotte basée à Bahreïn et le déploiement dans certains de ces pays de batteries Patriot Block III et THAAD.

De fait, si l'Iran est vu par les États-Unis, certains membres du conseil de sécurité de l'ONU et plusieurs de ses voisins comme une menace, l'Iran se voit, lui, du fait de son passé comme de sa situation actuelle, comme le porte-étendard d'un « Axe de la résistance » ou « arc chiite » dont les milices, soutenues par l'Iran<sup>4</sup>, opèrent du Liban au Yémen et permettent à l'Iran d'avoir un effet de levier régional et une capacité de nuisance très importante.

## IMPACT DES SANCTIONS SUR LES CHOIX STRATÉGIQUES DE L'IRAN

Face à l'embargo sur les armes et aux nombreuses sanctions dont le pays fait l'objet, les forces armées nationales sont en réalité le parent pauvre de la défense nationale avec des systèmes d'armes trop diversifiés (anglais, américains, chinois, russes et les copies locales), vieillissants<sup>5</sup> et difficiles à entretenir, même en faisant appel à la rétro-ingénierie et au marché noir pour obtenir des pièces détachées.

La réalité des faits est que l'armée iranienne, dont l'équipement comprend des dizaines de modèles de chars, d'avions, de pièces d'artillerie, est dans l'incapacité technique absolue de mener la moindre offensive d'ampleur contre un pays voisin au-delà de quelques semaines et sur une faible distance, du fait d'une logistique particulièrement déficiente. C'est notamment cet élément, mais pas le seul, qui a motivé la mise en place de stratégies innovantes en vue de compenser cette faiblesse importante et de dissuader ses adversaires de s'en prendre à ses intérêts vitaux.

Avec l'objectif de mettre en place une zone tampon permettant de préserver le territoire national et ses intérêts stratégiques, l'Iran a opté pour des techniques de guerre asymétrique que l'on pourrait aussi qualifier de « confrontation dans la zone grise ». Cette « guerre de l'ombre » lui permet de faire un usage optimal de ses ressources et moyens techniques et technologiques limités, de gagner un avantage psychologique et stratégique, en empêchant l'adversaire de prédire d'où viendra l'attaque, sa nature et son importance. Il s'agit avant tout de « gagner la guerre avant la guerre » selon la formule remise au goût du jour par le chef d'État-Major des armées françaises.

<sup>4</sup> 16 Md \$ investis entre 2012 et 2018

<sup>5</sup> La flotte iranienne d'avions de chasse est principalement composée de F-14 Tomcat américains acquis sous le Shah et de différents modèles de chasseurs russes des années 80-90, tous maintenus à grande peine alors que les voisins de l'Iran sont massivement équipés des meilleurs matériels occidentaux (F-16, F-15, F-18, F-35, Mirage 2000, Rafale, Eurofighter).

## ENTRE L'ARTESH, LES PASDARAN ET LA FORCE *AL QODS*, UNE CLAIRE RÉPARTITION DES RÔLES ET DES MOYENS

Une telle stratégie requiert des moyens innovants et des stratégies nouvelles. Même si certains moyens sont partagés (ex : missiles), un partage des missions est effectué entre les forces armées nationales<sup>6</sup>, le Corps des Gardiens de la révolution, les bassidjis et la force *Al Qods*. À l'armée les moyens et missions régaliennes, patrouille, surveillance et protection du territoire et des eaux territoriales, aux gardiens de la révolution les moyens et techniques spéciales, là aussi dans une logique visant à optimiser l'effet de « déni plausible » et de maîtrise de l'échelle de conflictualité. Par déni plausible (ou « *plausible deniability* »), on entend la capacité pour l'Iran de mener des attaques sans qu'il soit possible, au moins à court terme, de retracer avec précision son origine.

À l'échelle nationale, l'Iran est protégé par sa géographie, composée de déserts et de chaînes de montagnes, qui rend complexe toute attaque terrestre et facilite pour l'Iran le fait de disperser et camoufler sous le sol ces installations stratégiques. Par ailleurs, un réseau dense de radars et de batteries SAM rend difficile toute attaque aérienne, même d'ampleur et les sites de missiles balistiques sont répartis sur l'ensemble du territoire (Ispahan, Chiraz, Parchin, Hemmat / Bakeri, Khormoj), de sorte à permettre une répartie immédiate. Au surplus, l'Iran dispose également d'installations de brouillage des communications ou « *signal spoofing* » et de « *signal jamming* » permettant de perturber les communications adverses et de diminuer la précision de ces frappes. On se rappellera par ailleurs le piratage d'un drone américain au-dessus de l'Iran et son atterrissage forcé sur le territoire iranien le 5 décembre 2011.

## LE DÉTROIT D'ORMUZ, UNE DIMENSION À PART ENTIÈRE DU DÉNI D'ACCÈS IRANIEN

Si l'on se penche de près sur la région du détroit d'Ormuz, qui concentre le plus grand nombre de vecteurs de déni d'accès, l'armée est ainsi équipée de matériels (avions, hélicoptères, patrouilleurs et sous-marins), dont les plus récents datent des années 1990, complétés de batteries côtières positionnées sur les îles Tonb, Abu Mussa et Qeshm.

Les gardiens de la révolution, quant à eux, disposent de nombreux moyens : commandos marine (plongeurs et torpille habitées), mini-sous-marins, go-fast armés (armées de torpilles, missiles et roquettes) manœuvrant en essais avec des tactiques de type « *hit-and-run* » (manœuvres de

---

<sup>6</sup> A. Sheldon-Duplaix, « Manœuvres Grand Prophète 9 : Les capacités anti-accès de l'Iran et les missions de ses deux marines », *Areion 24 News*, 3 janvier 2020, [www.areion24.news](http://www.areion24.news).

harcèlement, sabotages et saisies de navires) voire l'utilisation de navires civils armés<sup>7</sup> ainsi que de mines maritimes et sous-marines. Ces moyens maritimes sont d'ailleurs dispersés entre dix grands ports situés sur la côte sud iranienne (dont le quartier général est situé sur la base navale de Bandar Abbas) en complément de ports et bases de moindre importance (îlots à l'embouchure du Golfe : îles Sirri, Tomb, Abou Moussa, Queshm), ce qui représente une soixantaine de sites de taille diverse.

Il existe également le volet « missions spéciales » qui inclut le piratage informatique, les assassinats ciblés et les attentats, les actions de terrorisme et le soutien à des mouvements de résistance / milices, en propre ou via proxys.

## LES MISSILES ET LES DRONES, DES OUTILS MAJEURS POUR L'IRAN

À ces moyens il faut rajouter les missiles, dont disposent l'*Artesh* et les *Pasdaran*, et qui ont bénéficié de forts investissements depuis le début des années 2000, y compris au plus haut des sanctions. Cet arsenal, développé au titre des programmes militaire et spatial, représente aujourd'hui le moyen le plus controversé du panel des moyens de déni d'accès mis en place par l'Iran et comprend des milliers de missiles et roquettes de tous types (missiles antinavires, missiles balistiques, missiles sol-air, drones suicides, drones armés, roquettes guidées, roquettes simples, missiles de croisière).

C'est d'ailleurs l'augmentation de la portée et de la précision de ces missiles qui génère régulièrement des tensions, notamment dans le cadre des négociations sur le *JCPOA*<sup>8</sup>. La précision des frappes menées par l'Iran en 2020 sur les bases américaines d'Al Asad et d'Erbil en Irak (une quinzaine de missiles) suite à l'assassinat du général Qassem Soleimani a surpris les États-Unis et ces alliés. Il est utile ici de préciser que – d'après des sources diplomatiques – l'Iran avait cependant prévenu les forces américaines avec suffisamment d'avance pour éviter toute perte humaine, le message se voulant avant tout politique.

## LA GUERRE PSYCHOLOGIQUE, AUTRE DIMENSION DU DÉNI D'ACCÈS IRANIEN

Enfin, il faut prendre en compte la dimension « *psyops*<sup>9</sup> » ou « opérations psychologiques », très forte en Iran. L'Iran mêle attaques rares, mais spectaculaires, médiatisation à outrance des exercices militaires et manœuvres conjointes comme récemment avec les flottes russes et chinoises ou celle

<sup>7</sup> C. Talmadge, « Closing Time: Assessing the Iranian Threat to the Strait of Hormuz », *International Security*, vol. 33, No. 1, 2008, [www.belfercenter.org](http://www.belfercenter.org).

<sup>8</sup> JCPOA : Joint Comprehensive Plan Of Action, accord de Vienne de 2015 prévoyant un mécanisme de contrôle du programme nucléaire iranien

<sup>9</sup> Opérations de guerre psychologique

de l'inauguration de gigantesques bases souterraines pouvant accueillir des véhicules lance-missiles capables de tirer à l'abri des frappes de contrebatterie ou de dizaines de drones antinavires. De même, la publication d'articles sur la mise en place d'une batterie de nouveaux radars capable de détecter même les appareils furtifs les plus récents de l'arsenal américain a pour objet d'impressionner sur les capacités iraniennes. L'ensemble de ces éléments, qui ont tous pour point commun d'être non létaux, font partie intégrante du déni d'accès qui vise à décourager l'adversaire en lui faisant entrevoir les pertes terribles qu'entraînerait toute attaque.

Techniquement, il est donc tout à fait possible pour l'Iran de bloquer le détroit d'Ormuz pour une durée significative, de plusieurs jours à plusieurs semaines, voire au-delà. Le stratéliste naval Julian Corbett a d'ailleurs défini le blocus comme « *la plus grande capacité de nuire [à l'adversaire] que la maîtrise des espaces maritimes puisse offrir* ». Cependant, il s'agirait là d'une mesure extrême, même pour les leaders de la République islamique d'Iran qui se rappellent encore les conséquences<sup>10</sup> du minage du détroit entre 1987 et 1988 dans le contexte de la « guerre des tankers<sup>11</sup> ». Cette dernière a mené en 1988 à la prise de plusieurs de ses plateformes pétrolières, la destruction de sa flotte lors de l'opération « *Praying Mantis* » et la destruction en vol du vol Iran Air 655 par l'USS Vincennes après qu'un destroyer américain ait été endommagé par une mine iranienne.

## ENTRE TECHNIQUES DE LA ZONE GRISE ET GUERRE HYBRIDE, DES PRISES DE RISQUE CALCULÉES

Tout est donc affaire d'appréciation du rapport risques/gains. Les agressions commises par l'Iran semblent calculées pour contrôler l'escalade (explosion de mines sur des navires double coque) et pour rester en dessous du seuil d'attribution ou rentrer dans la catégorie du « déni plausible » et n'ont pas produit à ce jour d'escalade militaire depuis 1988. Cela constitue d'ailleurs un fait tout à fait notable lorsque l'on observe l'accidentologie du détroit en général et un certain nombre d'événements survenus depuis 2007 (assassinats de scientifiques et de plusieurs officiers supérieurs, attentats, attaque *Stuxnet*, attaques de navires civils, harcèlement de navires militaires, guerre au Yémen, en Irak, en Syrie, *JCPOA*). Le détroit d'Ormuz mesure en effet de 39 à 96 km de diamètre, mais les couloirs de navigation ne font que 3 km dans un sens ou dans l'autre.

Cette liste, non exhaustive, démontre que le but premier de l'Iran n'est pas la confrontation, mais que les stratégies de dénis d'accès qu'il a mis en place répondent à des besoins autant politiques

<sup>10</sup> Opération « *Praying Mantis* » : destruction de la marine iranienne en 1988 par les États-Unis après qu'un destroyer américain ait été touché par une mine iranienne, suivi de la destruction par l'USS Vincennes du vol Iran Air 655.

<sup>11</sup> 547 pétroliers attaqués selon la Lloyd's, Lloyd's, Time to step back from Tanker War Two, 15 May 2019, <https://lloydslist.maritimeintelligence.informa.com/LL1127507/Time-to-step-back-from-Tanker-War-Two>.



que stratégiques et n'ont pas vocation à dégénérer. La doctrine Khamenei de 2006, qui précise que l'Iran ne sera pas l'initiateur d'une guerre avec « l'Occident », mais qu'il répondrait résolument à toute agression contre ses intérêts vitaux est particulièrement parlante à cet effet.

L'Iran opère sur la base de calculs visant à maximiser son effet de levier en menaçant de s'en prendre à une artère majeure du commerce mondial des hydrocarbures. Le trafic dans le détroit représente ainsi 14 pétroliers par jour transportant 21 millions de barils pour une valeur de 1,2 Md \$. Cela représente 35% des flux maritimes d'hydrocarbures et 20% de tous les flux mondiaux (85% de ces hydrocarbures étant destinés à l'Asie et notamment le Japon, l'Inde, la Corée du Sud, la Chine).

Mais les stratégies iraniennes ont tout de même des limites, car l'Iran dépend lui-même encore pour 25% de son budget des exportations de pétrole brut<sup>12</sup> (300.000 barils/jour<sup>13</sup>), mais également de l'importation de pétrole raffiné pour sa propre économie du fait du manque d'entretien des installations nationales faute de pièces détachées. L'Iran ne peut donc pas surjouer ses cartes. D'autant que la Chine, l'un de ses principaux soutiens constitue également son premier client à l'export.

## CONCLUSION

On le voit, l'Iran a fait la preuve de sa capacité d'innovation et d'adaptation afin de maintenir une certaine forme de parité stratégique avec les États-Unis et l'Arabie saoudite notamment. En multipliant et en élargissant sans cesse la palette des moyens à sa disposition, et en les modernisant également, y compris dans le contexte très dur des sanctions post-retrait du JCPOA par les États-Unis en mai 2018, l'Iran a su dépasser ces contraintes. De façon un peu contradictoire, cette multiplication des vecteurs de déni d'accès, associés à celle des incidents survenus dans le golfe Persique n'a jusqu'à maintenant pas mené à une confrontation ouverte, les autorités politiques comme militaires faisant preuve d'une grande prudence et sachant respecter les lignes rouges fixées par les États-Unis et les autres puissances du conseil de sécurité de l'ONU, l'objectif n'étant pas la confrontation, mais l'effet de levier que permet la possession de ces moyens de déni d'accès.

La stratégie iranienne n'est cependant pas sans conséquence, comme le démontre le déploiement par les États-Unis de « *technical ships* », de drones navals<sup>14</sup> et de sous-marins<sup>15</sup> ou encore l'ouverture de la base française d'Abu Dhabi en 2009. Des projets sont également conçus, mais pas

<sup>12</sup> Islamic Republic of Iran: 2018 Article IV Consultation - Press Release; Fonds Monétaire international, « Statement by the Executive Director for the Islamic Republic of Iran », 29 mars 2018, p. 5, [www.imf.org](http://www.imf.org) ; « Iran Lowers Reliance on Oil Revenues in 2019-20 Annual Budget Bill », Financial Tribune, 7 décembre 2018, <https://financialtribune.com>.

<sup>13</sup> Estimations pour l'année 2020. Voir « Iran's Oil Exports Rise "Significantly" despite Sanctions, Minister Says », Reuters, 22 janvier 2021, [www.reuters.com](http://www.reuters.com)

<sup>14</sup> Drones de type « *unmanned surface vessel* » ou USV du programme « *Ghost fleet overload* »

<sup>15</sup> Drones de type « *underwater unmanned vehicle* » ou UUV du projet « *Manta Ray* »

encore mis en place par Oman et l'Arabie saoudite pour transporter les hydrocarbures directement vers la mer Rouge et l'océan Indien via des pipelines pour ne plus dépendre du détroit d'Ormuz, ce qui serait au détriment premier de la République islamique d'Iran.

Il s'agit donc, une fois encore, pour l'Iran, de peser finement le pour et le contre de son action au fur et à mesure des développements sur son pourtour stratégique, de sorte à ne pas transformer une stratégie pour le moment globalement gagnante en un vecteur d'instabilité qui pourrait entraîner des dommages importants du point de vue politique, économique et stratégique.

# L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME  
ASIE-PACIFIQUE



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

[contact@iris-france.org](mailto:contact@iris-france.org)

[iris-france.org](http://iris-france.org)



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.